

# SAHARA INFO

MARS-MAI 84

N° 69 / 8 F

Commission paritaire n° 58229

Bulletin de l'Association des Amis  
de la République Arabe Sahraouie Démocratique

**20 MAI 1973 - 20 MAI 1984 : 11 ANNÉES DE LUTTE  
POUR LE PEUPLE SAHRAOUI.  
QUE FAIT LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ?**





# LE MOIS AU SAHARA

★ 25.1.84 : Les émeutes marocaines de la semaine passée auraient fait plusieurs centaines de morts selon l'association des Marocains de France (A.M.F.) et l'association des travailleurs marocains de France (A.T.M.F.).

— Des arrestations sont opérées au Maroc au sein du mouvement « Ilal Amam », parmi les intégristes et dans les rangs de l'union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) dont le premier secrétaire, M. Abderrahim Bouabid, est ministre d'État sans portefeuille. D'autre part des mesures de censure de la presse ont été restaurées.

— Un institut américain de prévision, le B.E.R.I. (Business environment risk information), recommande de ne faire aucune transaction avec le Maroc en raison des risques élevés que présente ce pays pour les investissements étrangers. Un autre organisme, l'institut Nord-sud export consultants (N.S.E.) estime que « les dirigeants marocains ont quelques raisons de craindre la colère de leur peuple ».

★ 26.1.84 : A l'occasion d'une visite à Madrid, M. Salem Ould Salek, secrétaire général aux relations internationales du Front Polisario, déclare que si l'Occident veut la stabilité en Afrique du Nord, il doit persuader le roi Hassan II de retirer les Forces armées royales du Sahara occidental. Il a ajouté que la stabilité du Maroc passe par la fin de la guerre et qu'avec l'Espagne le dialogue est permanent et constructif. Celle-ci ne doit pas oublier sa responsabilité passée, présente et à venir.

★ 27.1.84 : Le ministre espagnol des Affaires étrangères se rend à Rabat pour s'entretenir des relations bilatérales qu'il a qualifiées de très bonnes et pour avoir un échange de vue sur des questions internationales et régionales.

★ 29.1.84 : Abdoul Siahel Feiyiro, un haut responsable marocain de

l'information, accuse une certaine presse française et espagnole de s'être désintéressée du sommet islamique pour grossir les récents troubles du Maroc.

★ 31.1.84 : Les ministres des Affaires étrangères du Mali, d'Algérie et de Mauritanie se réunissent pour la première fois à Nouakchott.

★ 01.2.84 : Le ministre algérien des Affaires étrangères se rend à Dakar.

★ 02.2.84 : Le Kenya, le Maroc, la Somalie et le Soudan seront les principaux bénéficiaires de l'aide américaine en Afrique pour l'année 1985.

★ 03.2.84 : Pour la première fois signature entre l'Algérie et les États-Unis d'un accord de coopération agricole.

— Le secrétaire d'État américain à l'Agriculture effectue une visite de trois jours à Rabat.

★ 05.2.84 : L'Algérie et le Sénégal renforcent leur coopération dans les domaines pétrolier, agricole et hydraulique.

★ 08.2.84 : Un colloque franco-marocain sur la pêche maritime s'ouvre à Rabat.

★ 10.2.84 : Le président du Conseil national sahraoui lance un appel au congrès américain pour qu'il suspende les ventes d'armes américaines au Maroc.

★ 11.2.84 : Le Maroc envisage d'acheter dans les chantiers navals français plusieurs navires de commerce.

★ 14.2.84 : M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal, effectue une visite à Nouakchott.

★ 15.2.84 : Dans une dizaine de

villes marocaines plusieurs centaines de jeunes gens comparaissent devant les tribunaux à la suite des émeutes du mois de janvier.

★ 16.2.84 : Un protocole d'accord entre la société française Alstom Atlantique et la Compagnie marocaine de navigation pour la construction d'un car-ferry est signé.

★ 22.2.84 : L'amiral Small commandant la 6<sup>e</sup> flotte américaine en Méditerranée effectue une visite de deux jours au Maroc.

★ 27.2.84 : La Mauritanie reconnaît la R.A.S.D.

★ 28.2.84 : La reconnaissance de la R.A.S.D. par la Mauritanie renforce la position diplomatique du Front Polisario estiment les observateurs à Alger. « Cette position claire honore le gouvernement mauritanien et pose un nouveau jalon dans l'édification du grand Maghreb arabe uni » souligne l'Algérie Presse Service (A.P.S.).

★ 02.3.84 : Le Premier ministre marocain, M. Lamouani, est reçu par le président Reagan et signe un accord facilitant les investissements marocains au Maroc. Un accord prévoyant la construction près de Tanger d'une station de relais pour les émissions de radio américaines est signé à Washington.

★ 04.3.84 : La Haute Volta reconnaît la R.A.S.D.

★ 11.3.84 : Des mutations interviennent dans le commandement militaire des régions en Mauritanie et en particulier dans la région de Zouérate au nord du pays.

★ 15.3.84 : MM. Jospin, Hutzinger et Weexsten du Parti socialiste français effectuent une visite de deux jours à Alger.

## Sommaire

Le mois au Sahara .....	2
Éditorial .....	3
<b>MAROC :</b>	
- Émeutes de janvier : une autre situation au Maroc .....	4
- L'insurrection d'Alhuceima 11-14 janvier 1984 .....	5
Rencontre avec Mohamed TAMI, directeur du centre de formation professionnelle .....	6-7
Célébration à Paris du 8 <sup>e</sup> anniversaire de la R.A.S.D. ....	8
Tableau des pays reconnaissant la R.A.S.D. ....	8
Un pas de plus vers la paix : la reconnaissance de la R.A.S.D. par la Mauritanie .....	9-10
Lecture de : « La guerre au Sahara occidental » .....	10
Vie de l'association .....	11
Le mot du front .....	12

## Qui est derrière Sahara Info ?

Présidence de l'association : Alain Benlezar, Jacques Blache, Didier Cadin, Paul Chomat, Denise Duboscq, Victor Leduc, Marcel Omet, Bernard Parmantier.

Président : Thomas Jallaud.

Secrétaire général : Daniel Pipard.

Comité de rédaction : Didier Cadin, Benoît Deck, Lucien Hanoun, François Lançon, Jean-Pierre Martinaud, Jean-Paul Meyer, Philippe Riché.

Collaborateurs : Maurice Barbier, Jean Copans, Constant Hamès, Edmond Jouve, Raoul Weexsten (liste non close).

## FRANCE - R.A.S.D. Après trois ans, le peuple sahraoui est déçu

Voilà trois ans, la gauche française arrivait au pouvoir. Événement très attendu par le peuple sahraoui, et qui fut fêté dans les camps de réfugiés et les zones libérées. Tous ensemble, combattants, dirigeants, hommes, femmes et enfants exprimèrent leur joie en apprenant que leurs alliés — communistes, socialistes, radicaux, etc. — avaient gagné et mis fin au règne d'un régime qui n'avait cessé d'être un soutien essentiel à la politique d'agression du roi Hassan II contre le peuple sahraoui.

Trois ans après, quel bilan peut-on tirer de la politique mise en œuvre par le nouveau gouvernement français sur la question du Sahara occidental ?

Un haut responsable du Front Polisario, de passage à Paris en ce début du mois de juin, ne nous a pas caché son amertume et sa déception.

En effet, nous a expliqué notre interlocuteur, malgré un rééquilibrage dans les relations de la France avec l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, un certain nombre de faits persistants témoignent du peu d'intérêt accordé par l'État français à la question sahraouie.

En particulier :

- le gouvernement français continue de livrer *des armes au Maroc*, dans des proportions qui restent importantes.
- Alors que l'administration Reagan octroie au Maroc certains types d'armements super-sophistiqués, le gouvernement français procure la logistique nécessaire.
- Les experts militaires français sont toujours présents au Maroc et... quelques-uns se trouvent dans les zones occupées de la R.A.S.D.
- La direction du Front Polisario n'est jamais reçue officiellement par des interlocuteurs français à même niveau de responsabilité.

Aussi peut-on se demander si les déclarations du gouvernement français, affirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, ne sont pas un écran de fumée destiné à camoufler une politique laissant le champ libre au Maroc dans la poursuite de son agression contre le peuple sahraoui, ceci en violation avec les résolutions de l'O.U.A. et de l'O.N.U.

Voici, presque mot pour mot, les termes de notre conversation.

Pour l'Association des Amis de la R.A.S.D., il est temps de tirer le bilan de son action des trois années passées, ce qui sera fait lors de notre prochaine Assemblée générale. Quelles que soient les décisions, elles auront été prises, avant tout, pour soutenir le peuple sahraoui et le Front Polisario, avec le souci d'élargir le courant d'opinion favorable à cette juste lutte.

Dès maintenant, ayons conscience que seul le renforcement de notre Association, par ses effectifs en adhérents et en militants actifs, nous permettra de faire face aux échéances politiques à venir.

# ÉMEUTES DE JANVIER : UNE AUTRE SITUATION AU MAROC

Des émeutes populaires, réprimées par l'armée, ont à nouveau ensanglanté le Maroc. Comme en juin 1981, des centaines de morts et de blessés, puis des arrestations massives dans tout le pays, ont montré que le pouvoir accusait durement le coup.

A travers le monde, ces événements ont produit un mauvais effet ; la misère populaire, la situation catastrophique de l'économie, la guerre interminable du Sahara sont apparues pour ce qu'elles sont : des signes de faiblesse pour la monarchie de Hassan II. Son régime offre-t-il les garanties de stabilité dont il se vante ? Le gouffre que représente la guerre du Sahara pour les finances marocaines — avec les dettes énormes que l'on sait — pose problème aux milieux les plus favorables, et les violences royales indisposent l'opinion des pays démocratiques.

## Dans le pays

Sur le plan intérieur, le jeu politique paraît pour le moins dérangé.

L'Union Socialiste des Forces Populaires (U.S.F.P.) — force essentielle de l'opposition légale — qui avait accepté de participer au gouvernement pour renforcer le maintien du Maroc dans la guerre, voit ses militants arrêtés, même dans les villes où il n'y a pas eu d'émeutes, et bien que sa direction ait condamné celles-ci. Le sort du P.P.S. (communiste), autre parti d'opposition légale, est pire : bien qu'ayant réprouvé les manifestations violentes, il a apporté son soutien aux revendications populaires, condamné la répression et il réclame la libération des emprisonnés. Les arrestations pleuvent sur ses militants et sa presse est pratiquement interdite depuis janvier. Il en est de même pour l'O.A.D.P. (ex. 23 mars) récemment entré dans le jeu politique légal : ses militants se sont

mêlés aux manifestations populaires et sont pourchassés.

Ces trois organisations, avec les militants syndicalistes ouvriers, défendent en fait les couches populaires : petits commerçants et artisans, petits paysans, fonctionnaires, employés, enseignants, étudiants, et une bonne partie de l'intelligentsia, qu'elles entraînent en même temps dans la politique d'ouverture démocratique avancée par le roi et dont elles attendent une modification de la politique économique. Malgré toutes les déconvenues — les élections sont toujours faussées par l'intervention de l'administration monarchique — elles ont chaque fois espéré dans les élections à venir.

C'est encore le cas pour l'U.S.F.P. avec les élections parlementaires promises pour mars. C'est aussi pour en surveiller la préparation que son Secrétaire général, A. Bouabid, a accepté le poste de ministre d'État. Il déchantait à nouveau : « *Nous ne savons pas combien de sièges on va nous réserver (1).* » Et Monsieur Boucetta lui-même, secrétaire général de l'Istiqlal, parti qui détient des postes clés au gouvernement, déclare « *regretter la persistance de certaines pratiques qui ont entaché les consultations du 10 juin* » (2).

## La jeunesse se révolte

Là n'est peut-être pas l'essentiel dans les signes de changements que les émeutes ont révélés. Les manifestations qui ont tourné à l'émeute ont été le fait de jeunes gens, lycéens d'abord qui refusaient les taxes nouvelles imposées aux candidats au baccalauréat, rejoints immédiatement par d'autres jeunes désœuvrés, eux-mêmes ex-lycéens réduits au chômage, enfants sortis de l'école primaire ou encore analphabètes, tous livrés à la rue sans métier et sans travail, ou vivant de petits métiers (cireurs, revendeurs, prostitution...), jeunes paysans chassés

des campagnes par la sécheresse et la misère. Cette jeunesse représente plus de la moitié de la population marocaine. Elle a constamment été soutenue par leurs parents, victimes du chômage, des salaires de misère, à qui les augmentations des denrées de première nécessité ont fait craindre la famine. Les jeunes ont pris à partie les forces de police et de gendarmerie, se sont attaqués aux casernes pour obtenir des armes, ont affronté l'armée enfin, avec ses tanks et ses mitrailleuses. Ils ont dressé des barricades, attaqué des bâtiments officiels et des magasins dont ils ont distribué le contenu. Ils n'ont renoncé à la lutte qu'au bout de trois jours. Leur révolte et leur volonté peuvent se mesurer par là.

Le recensement par le pouvoir des populations les plus démunies et la poursuite des hausses illicites ou du stockage des marchandises ne donneront ni travail ni ressources à cette jeunesse. Et la vengeance royale qui la frappe n'éteindra pas sa haine. C'est dire qu'elle cherchera maintenant à s'organiser. Et les intégristes et les marxistes (3), désignés par le roi comme inspirateurs d'un complot, ne manqueront pas désormais de recrues. Les premiers dénoncent le régime et les inégalités sociales toujours plus grandes comme contraires à l'Islam. Les seconds dénoncent à la fois l'exploitation, l'absence de démocratie et la guerre injuste faite au peuple sahraoui. Les uns et les autres se livrent à une critique radicale.

La période qui s'ouvre au Maroc promet des échéances redoutables pour Hassan II. Les partis d'opposition légale attendent sans doute les élections parlementaires, renvoyées au mois d'avril, pour juger les promesses royales. Frappés par le pouvoir parce que coupables de soutenir les revendications populaires, ils pourraient bien alors cesser de soutenir une monarchie qui renvoie sans cesse à plus tard l'ouverture démocratique qu'ils attendent. Alors les luttes populaires prendraient un tour nouveau, car ces organisations légales ont une audience nationale que les illégales n'ont pas encore. Les conditions seraient alors changées qui déterminent le choix du roi dans l'affaire saharienne.

(1) *Le Monde* du 20-2-84.

(2) *Ibid.*

(3) *Les marxistes d'Al Aman, organisation illégale dissidente du P.P.S.*



# L'insurrection d'Alhuceima

## 11-14 janvier 1984

(traduit de l'arabe)

Le secteur de l'enseignement connaît de nombreux problèmes, qui s'aggravent de jour en jour, ce qui entraîne naturellement des grèves et des luttes dans ce secteur. En effet, suite aux nouvelles mesures du ministère touchant l'enseignement secondaire, des grèves de lycéens ont eu lieu à Alhuceima et en particulier au lycée Abou Jacob Al Badissi (le plus grand lycée de la Province).

Cependant les événements ont connu une telle escalade qu'il est nécessaire d'en rendre compte de façon un peu plus précise.

Le mercredi 11 janvier 1984, les élèves du lycée Al Badissi ont entamé une grève, le matin, et ont organisé une manifestation où quelques mots d'ordre ont été scandés : « Étudiants, Unissez-vous ! »

« Nous n'avons pas l'intention d'abandonner la lutte des masses populaires ! »

Certains mots d'ordre étaient en tamazight (berbère) : « Main dans la main, comme les doigts d'une main ! »

Les forces de l'ordre sont intervenues. A leur tête, le Pacha. Quand ce dernier est entré dans le lycée, les grévistes se sont assis dans la cour. Le Pacha a alors donné l'ordre aux forces de répression (les forces auxiliaires et la police « secrète ») de frapper les grévistes, causant ainsi des blessures à nombre de lycéennes et de lycéens.

Pour riposter contre cette répression, les lycéens ont dû manifester une deuxième fois, et continuer la grève, le jeudi 12 janvier. Les forces de répression sont intervenues à nouveau, accompagnées des soldats de la marine. Mais, cette fois, les lycéennes et les lycéens ont affronté ces forces ; en effet, ils ont cassé les tables pour fabriquer des bâtons pour se défendre. Ceci s'est passé dans la matinée. Dans la soirée, les lycéens ont manifesté dans l'avenue principale et dans la station des autocars où se trouvent de nombreux cafés fréquentés par les marginalisés. Ceci a accru l'ampleur de la manifestation au cours de laquelle des mots d'ordre ont été scandés contre le régime et les dernières hausses de prix. Il y eut alors, en cet endroit, un affrontement violent avec les forces de l'ordre et les soldats de la marine. Les manifestants : lycéens, lycéennes, marins-pêcheurs, marginaux, se sont réfugiés dans les montagnes et ont utilisé des armes blanches. Il y aurait eu de nombreux blessés parmi les forces de répression ; l'un des leurs, au moins, serait mort dans ces affrontements,

qui rappellent les événements de 58-59, dans le Rif.

Le vendredi 13 janvier, nouvelle escalade : des manifestations sont organisées pendant la soirée, dans l'avenue, avec la participation de masses populaires et également dans un quartier populaire (Barrio Haddou) et l'affrontement avec les forces de la Marine a été, dans une certaine mesure, organisé, puisque les manifestants ont coupé toutes les rues grâce à des tonneaux, des pierres et des pneus incendiés. Presque toutes les voitures civiles qui amenaient les forces de la Marine ont été brûlées. Les hommes, les femmes (celles-ci par leurs « youyous » d'abord, leur participation aux combats ou leurs encouragements à combattre) et les enfants, ont pu mettre en échec l'intervention des forces de répression. Et l'on peut dire que Barrio Haddou a été libéré pendant une heure et demi. Les autorités ont concentré leurs forces sur la garde du stock d'armes et sur le siège des Forces de la Marine et des Forces Auxiliaires, de peur d'une attaque de la part des masses populaires. Les coups de feu ont causé la mort de cinq personnes au moins, dont un enfant de 10 ans, et n'ont pu calmer la situation, mais au contraire, amplifié l'affrontement, puisque les manifestants se sont réfugiés dans les montagnes et les affrontements ont continué avec toutes sortes de moyens d'autodéfense.

Le vendredi, le couvre-feu a été décrété dans la ville dès 6 heures 30 et les bruits de coups de feu ont été entendus, de façon intermittente, de 6 h 30 du soir jusqu'à 6 heures du matin, le samedi 14.

Ces événements se sont étendus à 17 km d'Alhuceima à la ville d'Imzoren, le

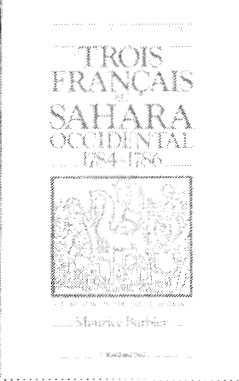
samedi matin (jour du souk hebdomadaire). Les manifestants ont rejoint le souk de la ville, qui s'appelle « Souk Imzoren » et qui était bondé de gens, qui se sont tous joints à la manifestation et l'atmosphère, dans cette petite ville, exprimait clairement la colère des masses et leur détermination à se sacrifier pour défendre leur vie et celle de leurs enfants.

Des renforts militaires, constitués de forces de gendarmerie, de forces auxiliaires et de soldats, sont arrivés sur les lieux et de forts combats ont eu lieu. Les forces de répression ont tiré sur les manifestants causant plusieurs morts et blessés et ont arrêté beaucoup de personnes.

Mais ces événements ne se sont pas limités à Alhuceima et Imzoren ; ils ont également touché le village de Tamasint qui s'est transformé en un petit lac de sang, du fait de l'attaque à l'arme blanche des casernes des forces auxiliaires par les masses, et ce, pendant la nuit. Le nombre des victimes a été de quatre morts, un grand nombre de blessés et d'arrestations parmi les attaquants. De même, nombre d'hommes, parmi les forces auxiliaires, ont été tués ou blessés.

Cette région du Maroc vit une situation d'instabilité, même si le calme semble être revenu, entrecoupé par quelques coups de feu, tirés ici ou là. Les lycéens n'ont toujours pas rejoint leur lycée et le secteur des marins-pêcheurs connaît un état d'instabilité du fait de la mort d'un marinier et de l'arrestation de membres du Bureau Syndical.

Alhuceima, 16-01-84



TROIS FRANÇAIS  
SAHARA OCCIDENTAL  
1784-1786

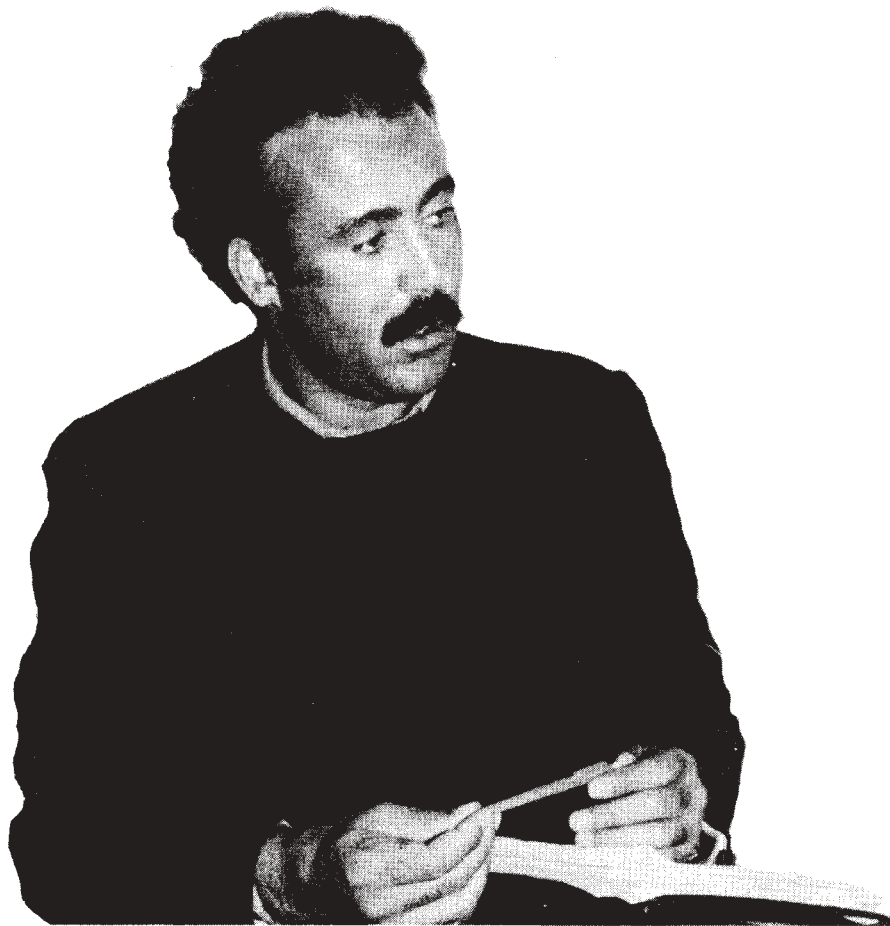
Maurice Barbier

**Nouveauté L'Harmattan**

Il y a exactement deux siècles, trois Français faisaient naufrage sur les côtes du Sahara et restaient prisonniers des habitants de la région. Ces textes sont les premières descriptions précises et détaillées du Sahara occidental à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

En vente à l'Association au prix de 80 F (Port inclus).

# Rencontre avec Mohamed TAMI, Directeur du centre de Formation Professionnelle



Début mars, Mohamed Tami, Directeur du centre de Formation Professionnelle Sahraoui (voir Sahara Info précédent) a fait un séjour d'une semaine à Paris. Un programme chargé de visites et de rencontres avait été mis au point par notre association dans le cadre de sa contribution à l'équipement de ce centre et à la formation de cadres techniques. A la veille de son départ, Mohamed Tami nous a livré ses impressions.

**Sahara-Info :** *Le centre de formation professionnelle a été inauguré officiellement le 1<sup>er</sup> janvier dernier par le Premier ministre de la R.A.S.D. Y a-t-il déjà des sections qui fonctionnent ?*

**Mohamed Tami :** Deux branches fonctionnent actuellement, et une autre est en voie de démarrage.

La première de ces deux branches

est la mécanique auto ; l'électricité auto ; la peinture, souderie, tôlerie : elle accueille 33 stagiaires. La deuxième de ces branches est l'administration qui accueille 37 stagiaires : elle forme soit des secrétaires (essentiellement des femmes), soit des administrateurs.

Les enseignants actuels ont été formés selon deux filières : soit du temps de la colonisation espagnole, quelques-

uns, mais très peu, de nos jeunes ont pu accéder à une formation professionnelle, soit plutôt une formation à l'étranger pendant la révolution. Ces deux filières ont ensuite subi un recyclage au niveau national.

La troisième branche, en voie de démarrage, est la confection : elle sera divisée en deux parties — confection masculine et confection féminine — et on envisage une quarantaine de stagiaires, soit vingt hommes et vingt femmes.

**Sahara-Info :** *Quels contacts avez-vous eus en France ?*

**Mohamed Tami :** Tout d'abord je tiens à préciser que c'est sur invitation de l'Association des amis de la R.A.S.D., afin de me permettre de rencontrer certains organismes français, leur expliquer la finalité de ce centre, échanger nos points de vue dans le cadre d'une aide matérielle pour le démarrage, que je suis venu en France.

De ce fait, j'ai saisi cette opportunité, j'ai visité ici des Centres de formation professionnelle, des lycées techniques, et j'en ai profité pour comparer nos plans de formation professionnelle avec ceux d'un pays industrialisé : cette expérience me sera très utile car le gouvernement de la R.A.S.D. a toujours affirmé son intention de ne pas se tenir en arrière des technologies modernes. Durant mes rencontres, j'ai pu constater, dans les lycées et les centres de formation visités, une grande chaleur, une volonté réelle de collaborer avec nous. Pour l'avenir je pense que c'est une bonne chose et ce sera sanctionné par un résultat fructueux.

**Sahara-Info :** *Parmi les visites et rencontres que l'association avait prévues, quelles sont celles qui vous ont semblé les plus intéressantes ?*

**Mohamed Tami :** Sans doute la rencontre avec la fédération C.G.T. de la métallurgie, mais aussi celle avec la fédération C.G.T. du livre, la visite du Centre d'artisanat (formation d'artisans



menuisiers ébénistes), la rencontre avec le syndicat S.N.E.T.P.-C.G.T. des enseignants du technique.

**Sahara-Info :** *Le projet sahraoui est original par rapport à beaucoup de projets émanant de pays du tiers-monde en ce sens qu'il y a également demande de formation dans des secteurs de pointe : la R.A.S.D. veut garder sa totale indépendance dans son développement économique ?*

**Mohamed Tami :** Le gouvernement de la R.A.S.D. est soucieux de l'avenir et du présent.

*Du présent :* on a ouvert ce centre pour couvrir nos besoins dans le domaine de la formation ; plutôt que d'importer de l'étranger des cadres moyens, nous voulons que ce soient des cadres sahraouis qui fassent tourner nos machines dès aujourd'hui.

*De l'avenir :* Nous demandons que l'on nous forme des techniciens de haut niveau, adaptés aux dernières technologies de pointe, pour exploiter les nombreuses richesses de la R.A.S.D.

Par ailleurs le gouvernement est soucieux de l'avenir de nos enfants, en particulier de ceux qui ne pourront pas suivre des études supérieures : le gouvernement a ouvert pour eux ce Centre afin de leur permettre d'acquérir une qualification.

Je vais vous donner un exemple montrant à quel point on se soucie du peuple, du citoyen sahraoui : on est parti de zéro au temps du colonialisme espagnol et aujourd'hui TOUS nos enfants sont scolarisés et il y a partout des écoles primaires et secondaires.



**Sahara-Info :** *En Afrique, comme en Europe, l'enseignement technique est bien souvent considéré comme la branche pauvre ; ce sont bien souvent les enfants qui n'ont pas la possibilité de suivre d'autres filières...*

**Mohamed Tami :** Un petit retour en arrière s'impose : il y a huit ans le problème le plus urgent était celui de l'alphabétisation, étant donné la situation laissée par les Espagnols. Aujourd'hui tous nos enfants sont scolarisés et quatre-vingt-dix pour cent de notre peuple est alphabétisé : cela n'empêche pas qu'il demeure un niveau global pas très haut.

En conséquence, à ceux qui n'ont pas encore de grandes bases — notamment en raison de leur âge par exemple — il s'agit de leur donner une chance pour recevoir une qualification.

**Sahara-Info :** *Quelquefois, quand il s'agit d'aide au développement écono-*

*mique d'un pays en guerre, les gens peuvent être amenés à se demander si ce n'est pas contribuer à l'effort de guerre ?*

**Mohamed Tami :** Je crois qu'il y a une certaine propagande mensongère de la part du gouvernement marocain vis-à-vis de l'aide que peuvent nous apporter certaines personnes. Nous n'avons jamais demandé de matériel militaire, mais nous avons toujours demandé les moyens de sa survie pour un peuple chassé de son territoire national et qui demande absolument à former ses jeunes, dans des conditions difficiles sur les plans climatiques et financiers.

On demande un matériel pour former des jeunes et non un matériel de guerre, et la preuve en est que les gens qui viendront visiter le Centre de Formation Professionnelle « El Ouali » trouveront ce matériel à la place prévue.

## COMMANDEZ, AU TARIF SPÉCIAL POUR ADHÉRENTS :

- La brochure du 5<sup>e</sup> Congrès du Front Polisario, 75 pages, 25 F (port compris).
- « 1973-1983 : dix ans de lutte », le recueil édité par le Front Polisario à l'occasion du 20 mai 1983 et qui fait la synthèse des acquis sur les plans militaires, diplomatiques, de l'éducation, de la santé..., 160 pages, 40 F (port compris).
- « Le Groupe National de Chants et Danses El Ouali », l'histoire de la troupe qui effectua une tournée européenne au printemps, les thèmes des chansons, la culture des anciens au service de la résistance d'un peuple, des instruments d'aujourd'hui pour une lutte d'aujourd'hui, 40 pages, 25 F (port compris).
- « Le conflit du Sahara occidental » par Maurice Barbier, 420 pages, 140 F (port compris).
- « La guerre du Sahara occidental » par Claude Bontems, 223 pages, 160 F (port compris).
- « Trois Français au Sahara occidental en 1784-1786 », introduction, choix de textes et notes par Maurice Barbier, 215 pages, 80 F (port compris).

Adressez vos commandes à l'Association « les Amis de la R.A.S.D. » — B.P. 244 — 75227 PARIS CEDEX 05.

# Célébration à Paris du 8<sup>e</sup> anniversaire de la R.A.S.D.



C'est une tradition désormais bien établie que de se retrouver chaque année pour fêter le 27 février, jour de la proclamation de la R.A.S.D. à Bir Lehlou en 1976. Loin de sombrer dans la routine, la réception offerte, tous les ans à cette occasion, conjointement par la Représentation en France du Front Polisario et l'Association des Amis de la R.A.S.D. est une des occasions de mesurer l'audience et l'appui toujours croissants dont bénéficient la R.A.S.D. et le Front Polisario en France et dans le monde.

Ainsi le 13 mars dernier, dans les salons de l'hôtel Concorde Saint-Lazare, on relevait la présence de l'Ambassadeur de Haute-Volta, dernier pays en date (le 4 mars exactement) à avoir reconnu la R.A.S.D., de nombreux autres pays dont Cuba, Bénin, Algérie mais aussi Nigeria, U.R.S.S., R.D.A., Tchécoslovaquie... étaient représentés. Plusieurs parlementaires

(MM. Barbin, Parmantier, Rouquette...), associations (A.F.A.S.P.A., Ligue des droits de l'Homme...), organes de presse (Radio-France Internationale, Afrique-Asie, l'Humanité...), sans oublier la « masse » des amis de l'association, ont pris connaissance de la déclaration pour la paix au Sahara occidental (voir première page du précédent numéro) de la bouche de Daniel Pipart, secrétaire général. Ensuite Jean-Charles Nègre, pour le parti communiste français, puis Raoul Weexsten, pour le parti socialiste, ont successivement renouvelé le soutien de leurs organisations à la lutte du peuple sahraoui et du Front Polisario ; enfin le représentant en France, Fadel Ismail, a clos la soirée en rappelant notamment que des témoignages de soutien comme celui de ce soir encouragent le peuple sahraoui dans sa détermination face à l'intransigeance de la monarchie marocaine.

## Les 57 pays reconnaissant la R.A.S.D. (mars 1984)

Années Pays	1976 (10 pays)	1977 (1 pays)	1978 (5 pays)	1979 (17 pays)	1980 (12 pays)	1981 (5 pays)	1982 (4 pays)	1983 (1 pays)	1984
Afrique (29 pays)	Madagascar (28-2) Burundi (29-2) Algérie (6-3) Bénin (9-3) Angola (9-3) Mozambique (11-3) Guinée-Bissau (13-3) Togo (15-3) Rwanda (30-3)	Seychelles (25-10)	Congo (3-6) Sao Tomé et Príncipe (20-6) Tanzanie (9-11)	Éthiopie (24-2) Cap-Vert (4-7) Ghana (24-8) Ouganda (6-9) Lesotho (9-10) Zambie (12-10)	Sierra Léone (27-3) Libye (15-4) Swaziland (28-4) Botswana (14-5) Zimbabwe (3-7) Tchad (4-7) Mali (4-7)		Ile Maurice (16-7)		Mauritanie (27-2) Haute-Volta (4-3)
Asie (8 pays)	Corée du Nord (15-3)		Yémen du Sud (2-2)	Vietnam (2-3) Cambodge (10-4) Laos (9-5) Afghanistan (23-5)	Iran (27-2) Syrie (15-4)				
Amérique latine (14 pays)			Panama (22-6)	Grenade (24-8) Guyana (1-9) Dominique (1-9) Sainte-Lucie (1-9) Jamaïque (4-9) Nicaragua (6-9) Mexique (8-9)	Cuba (20-1) Costa-Rica (30-10)		Bolivie (17-12) Surinam (21-8) Vénézuéla (3-8)	Équateur (14-11)	
Océanie (6 pays)					Vanuatu (26-11)	Kiribati (12-8) Papouasie - Nouvelle Guinée (12-8) Iles Salomon (12-8) Turalu (12-8) Nauru (12-8)			



# UN PAS DE PLUS VERS LA PAIX : LA RECONNAISSANCE DE LA R.A.S.D. PAR LA MAURITANIE

La reconnaissance par la Mauritanie de la République Arabe Sahraouie Démocratique (R.A.S.D.) qui a été annoncé le 27 février 1984 (jour du 8<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D.) constitue à l'évidence un pas décisif en faveur de la Paix dans la région.

Cette reconnaissance est l'aboutissement logique de la prise de position du gouvernement mauritanien qui le 28 novembre 1983 (jour de la célébration du 23<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays) avait fait savoir qu'il reconnaît la R.A.S.D. si la résolution du 19<sup>e</sup> sommet de l'O.U.A. n'était pas appliquée avant le 31 décembre 1983. On se souvient que cette résolution appelait le Front Polisario et le Maroc à entamer des négociations directes en vue d'organiser avant la fin de l'année 1983 un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Face aux intransigeances de Hassan II qui poursuit sa politique d'expansion et d'occupation au Sahara — et qui rejette le plan de paix de l'O.U.A., le gouvernement mauritanien a enfin pris ses responsabilités ; par cet acte courageux qui l'a amené à reconnaître la R.A.S.D., il augmente ainsi la liste des États qui ont déjà reconnu ce pays (57 dans le monde dont 29 en Afrique).

Mais pour bien comprendre l'importance de cette décision historique il convient peut-être de faire un bref rappel de la situation passée et présente de ce pays.

La Mauritanie entre dans le conflit du Sahara par les accords tripartites de Madrid (novembre 1975), accords qui consacraient le partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie. A l'époque, le régime de Ould Daddah (inféodé à la France et au Maroc), soutenu par la

bourgeoisie mauritanienne (qui avaient déjà une vue sur les riches potentialités économiques du Sahara) et les forces réactionnaires du pays, avait d'autorité décidé d'engager le peuple mauritanien dans une guerre dont les conséquences néfastes se feront très vite sentir.

Si les « deux pèlerins » de Madrid (Hassan II et Ould Daddah), sous l'égide de l'Espagne, ont exclu du champ de leurs négociations l'avis des propres concernés (le peuple sahraoui et son représentant légitime le Front Polisario), ils n'y ont pas moins inclus celui du peuple mauritanien qui ne les a, à aucun moment, soutenu dans leurs sordides marchandages. Le peuple mauritanien aura donc été, à tous points de vue, la première victime de cette guerre injuste qui a commencé ses ravages à partir de 1976.

La guerre aura en effet contribué à accélérer de manière décisive et brutale la crise économique de ce pays déjà victime d'une longue sécheresse et de la corruption de ses dirigeants. L'effort militaire engagé dès lors absorbait 45 % du budget de l'État, sans compter les énormes pertes humaines d'une armée déjà faible en effectifs.

Mais, au-delà de ces efforts directs et immédiats, cette guerre aura surtout à jeter encore un peu plus la Mauritanie dans les bras de la France (coopération militaire avec envoi de conseillers militaires et aide de la base militaire de Dakar) et des pays arabes réactionnaires (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats Arabes) dont on estime l'apport financier à plus de 800 millions de dollars entre 1974 et 1978. Ce sont ces mêmes pays qui financent encore activement aujourd'hui les achats d'armes par le Maroc, entravant ainsi la mise en marche du processus de paix dans la région.

A cela, ajoutons, et ce n'est pas le moindre élément, la présence, début 1978, de 9 000 soldats marocains sur le territoire mauritanien. Les fameuses thèses prônées par Allal El Fassi en 1956 sur le « Grand Maroc » étaient encore présentes dans les esprits et allaient conférer à cette présence un caractère de quasi-occupation.

La conjonction de tous ces éléments ne pouvaient qu'aboutir au mécontentement du peuple qui voyait son pouvoir d'achat déjà faible chuter dangereusement, et ses fils mourir dans une guerre non voulue.

De son côté, la bourgeoisie ne voyait plus l'affaire du même œil ; le pays s'enlisait dans la guerre et elle se voyait obligée de contribuer elle aussi de plus en plus à l'effort de guerre.

A l'aube du 10 juillet 1978, l'État mauritanien n'était plus que le fantôme de lui-même et la politique d'indépendance engagée en 1972 (création d'une monnaie nationale, nationalisations, révision des accords de coopération avec la France) étaient sérieusement compromises.

L'absence d'opposition véritable au régime de Ould Daddah (celle-ci s'étant finalement ralliée en grande partie au P.P.M. qui est le parti du peuple mauritanien, parti unique à la solde du pouvoir) pouvait laisser présager les événements qui allaient suivre.

Le 10 juillet 1978, c'est l'armée qui entre en scène, avec le fameux coup d'État qui allait mettre fin aux 18 années de règne du régime de Daddah.

Une fois au pouvoir, les militaires se sont fixé trois objectifs :

- 1) le redressement de l'économie nationale,
- 2) le rétablissement des libertés démocratiques,

3) la fin de la guerre.

S'il reste encore beaucoup de choses à faire pour ce qui est des deux premiers points, nul ne peut nier aujourd'hui que le troisième objectif a été mené à bien. Mais les choses ne se sont pas faites toutes seules, loin de là.

Le premier pas vers la paix a été fait le 5 août 1979 lorsque les autorités mauritaniennes signèrent à Alger avec le Front Polisario un accord de paix définitive.

Cela n'était sans doute pas du goût des forces de l'ancien régime qui, soutenues par le Maroc et la France cherchèrent à déstabiliser le nouveau pouvoir de Nouakchott : ce fut la tentative de coup d'État du 16 mars 1981 qui s'est soldée par un lamentable échec.

En même temps, les anciens bailleurs de fonds (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats Arabes) changeaient de tactique et décidaient de ne plus aider financièrement un régime dont ils savaient à présent qu'il ne servirait pas leurs intérêts.

Sur le terrain, les récentes évolutions du conflit nous ont montré que le

Maroc voulait à tout prix impliquer à nouveau la Mauritanie dans la guerre ; la prolongation du mur du « triangle utile » (10 % du territoire de la R.A.S.D.) jusqu'à la frontière mauritanienne (région d'Amgala) a pour but évident d'amener le Front Polisario à passer par la Mauritanie pour effectuer ses opérations dans le sud du Sahara.

Hassan II, qui a d'ailleurs lancé une armée forte de 25 000 hommes dans la région d'Amgala, voudrait en invoquant le droit de poursuite étendre le conflit à la Mauritanie. En reconnaissant la R.A.S.D., les autorités mauritaniennes démontrent qu'elles sont décidées à ne pas se laisser entraîner dans de tels calculs.

La reconnaissance par la Haute-Volta de la R.A.S.D. quelques jours plus tard (4 mars 1983) intervient elle aussi à point pour nous montrer que sur le plan de la lutte diplomatique la R.A.S.D. (qui est membre de l'O.U.A. depuis 1982) vient de remporter de grandes victoires et en remportera encore beaucoup d'autres.

Youssef EL BEKAYE  
Étudiant mauritanien à Toulouse.

# VIE DE

## VAL DE MARNE

Comme d'habitude, notre comité du Val de Marne a déployé une activité intense ces derniers temps. Ainsi, le 19 mars à Vitry, un repas « sahraoui » a réuni au restaurant du personnel communal les adhérents et sympathisants du département ainsi que leur famille, les représentants des associations et organisations de jeunesse, syndicales, politiques qui soutiennent l'action de notre association. L'après-midi s'est poursuivi par la projection du film « La naissance d'une nation », un représentant du Front Polisario a satisfait à la curio-

## Lecture de : « La guerre du Sahara Occidental »

Après l'important ouvrage de Maurice BARBIER, *Le Conflit du Sahara occidental* (L'Harmattan, 1982), voici une nouvelle parution, de Claude BONTEMPS, intitulée *La Guerre du Sahara occidental*, édité aux Presses Universitaires de France.

La démarche de l'auteur consiste à tenter de répondre à une question fort simple : comment le petit peuple sahraoui peut-il résister depuis des décennies, hier contre les colonisations espagnole et française, aujourd'hui contre l'occupation de son territoire par le Maroc, État le plus peuplé d'Afrique du Nord ?

C'est dans l'histoire sahraouie que doivent être cherchées les réponses.

En effet la grande tradition orale pratiquée dans cette région permet de rencontrer de véritables bibliothèques vivantes, vénérables, patriarches, qui conservent pour la collectivité la mémoire d'un riche passé.

Malheureusement ces sources ne sont, pour le moment, pas exploitées par les Sahraouis. Du côté des historiens non plus. Seuls ceux de l'époque coloniale ont écrit sur ce peuple, mais avec une vision fragmentée de l'histoire « qui s'appesantit sur les forces dissociatives », comme par exemple le tribalisme, et qui engendre la négation de toute idée de peuple. Il fallait donc expliquer pourquoi et comment le peuple sahraoui est une entité unie par une identité culturelle et politique cimentée par un passé commun.

C'est là très certainement l'apport le plus riche de l'ouvrage de Claude Bontemps, dans sa première partie, que d'avoir tenté pour la première fois une lecture de cette histoire encore si mal connue, en particulier en nous présentant les deux grandes périodes ayant marqué l'histoire sahraouie : la civilisation de l'Islam à partir du X<sup>e</sup> siècle qui entraîne l'émergence d'un peuple sah-

raoui, et le rejet du colonialisme qui lui permet de s'affirmer dans la résistance.

Les deux autres parties de l'ouvrage, « L'indépendance confisquée (1966-1975) » et « Le sens d'une République (1976-1982) » rappellent les principaux événements survenus au Sahara occidental et dans la région depuis vingt ans.

Synthétiques, ces pages nous rappellent que le droit international est pour le peuple sahraoui, droit violé par le Maroc avec le soutien des États-Unis et de la France.

On pourra simplement reprocher à l'auteur l'absence de toutes notes. Ceci d'autant plus que la bibliographie sommaire figurant en fin d'ouvrage n'a pu fournir à elle seule les nombreux renseignements contenus dans cet excellent livre qui, dans un style sobre et clair, permet une très bonne initiation au conflit du Sahara occidental.

Claude BONTEMPS, *La guerre du Sahara occidental*, collection Perspectives Internationales, 224 pages, 152 F.

En vente à l'Association avec une remise de 5 % (145 F) + port 15 F, soit 160 F.



# L'ASSOCIATION

sité de l'assistance en répondant aux nombreuses questions ayant trait tant à la situation politique actuelle qu'à l'histoire et la culture des sharaouis.

Enfin la centaine de participants à cette journée ont salué la présence de Paul MERDIECA, député maire de Vitry, accompagnée de son épouse, conseillère générale, et ont pris acte de la subvention de 10 000 F accordée par la municipalité de Vitry pour la formation professionnelle des jeunes sahraouis.

Par ailleurs le comité a organisé une semaine d'animation dans un foyer de jeunes cheminots à Ville-neuve Saint-Georges. Fin avril, il animera des journées à la M.J.C. de Villejuif, puis à Gentilly.

## TOULOUSE

Déjà fort d'une cinquantaine d'adhérents, le jeune comité vient de tenir sa première Assemblée générale : il a décidé d'axer l'essentiel de son travail dans le domaine politique (sans toutefois délaisser le reste : il a par exemple collecté plusieurs cartons de médicaments).

Il a ainsi pris contact avec les fédérations locales du P.S. et du P.C. pour leur proposer des actions

communes et obtenir des articles dans leurs presses. Mêmes démarches auprès des organisations syndicales : par exemple un droit d'antenne est d'ores et déjà acquis sur la radio libre de la C.G.T. « Radio Mon País ». Contacts avec le conseil général et le conseil régional pour obtenir un financement de la formation professionnelle des jeunes sahraouis ; contacts avec des municipalités afin d'aboutir à un jumelage entre une ville de la région Midi-Pyrénées et une ville sahraouie.

Pour vos  
périodiques

Composition  
à façon  
Façonnage

Imprimerie

**Ch. CORLET**

Z.A., route de Vire  
14110 Condé-sur-Noireau  
Tél. : (16-31) 69.05.92-93

## Solidarité avec le Mozambique

L'association des Amis de la R.A.S.D. a fait un don de 200 F (à la mesure de ses modestes moyens) au Collectif français urgence Mozambique. Ce geste d'amitié et de solidarité envers un pays qui fut un des tous premiers à reconnaître la R.A.S.D. nous ne pouvons que vous inviter à le faire vous aussi. Vous n'êtes pas sans savoir que le Mozambique est actuellement un des pays les plus touchés par la sécheresse sans précédent dont les medias nous rappellent quotidiennement les effets catastrophiques.

Le Collectif Français Urgence Mozambique a été constitué fin

décembre à la suite d'un appel de l'épouse du Président du Mozambique à Madame Danielle Mitterrand ; il a déjà organisé un premier envoi de semences de légumes cofinancé par le ministère de la Coopération et du Développement ; regroupant les vingt plus grandes associations humanitaires, il offre toutes les garanties d'efficacité.

Collectif Français Urgence  
Mozambique  
Boîte postale n° 86-07  
75327 Paris Cedex 07  
C.C.P. n° 823 A Paris

Adhérez à l'Association des Amis de la R.A.S.D., abonnez-vous à Sahara-Info :

Soutenez le combat du peuple sahraoui pour son indépendance, contribuez au développement de la R.A.S.D., renforcez la paix et l'amitié entre les peuples du Maghreb en devenant amis de la R.A.S.D.

NOM ..... adresse .....

Prénom .....

Je désire adhérer	100 F	Étudiants, retraités, chômeurs... :	Adhésion	50 F
Je désire m'abonner à « Sahara-Info »	50 F		Abonnement	50 F
Je désire adhérer et m'abonner à « Sahara-Info »	150 F		Adhésion + abonnement	100 F



## Le point avec le représentant du Front Polisario en France

### Le peuple sahraoui célèbre le 11<sup>e</sup> anniversaire de sa lutte de libération nationale dans la conviction totale de la victoire certaine de sa juste cause

20 mai 1984. Le peuple sahraoui célèbre le 11<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de sa victorieuse lutte armée de libération nationale.

En effet, il y a onze ans, jour pour jour, le peuple sahraoui décida de revendiquer, d'arracher au colonialisme espagnol son indépendance nationale, mais en usant cette fois-ci du seul langage que l'occupant espagnol serait forcé de comprendre, à savoir, la lutte armée.

Mobilisé derrière et autour de son avant-garde politique et militaire — le Front Polisario — le peuple sahraoui inaugura ainsi un long et dur combat qui lui rendait, peu à peu, le respect que les agresseurs colonialo-expansionnistes — Espagne et Maroc en particulier — lui refusèrent.

Onze ans après, le peuple sahraoui est en droit de s'enorgueillir du stade très avancé atteint par son héroïque combat, le mettant au bord de la victoire finale.

Certes la guerre n'est pas encore finie. Le régime expansionniste marocain choisit la voie de l'escalade militaire et édifie des « murs » au Sahara occidental, soutenu et encouragé dans cela par certaines puissances occidentales, dont les U.S.A. et la France. Mais, ce n'est là qu'une fuite en avant qui ne servira en fin de compte qu'à précipiter l'échec de la politique du roi du Maroc.

Cette politique (les « murs ») est elle-même l'expression de la défaite du régime de Rabat. Car il est évident qu'une solution militaire est impossible et que les « murs » de Hassan II n'empêcheront point le peuple sahraoui de continuer de combattre pour parachever la libération totale de sa patrie. D'autant plus qu'il a tous les moyens nécessaires (motivation, détermination, moyens matériels...). Le temps joue désormais en sa faveur.

Le seul choix qui reste donc à Rabat est de se retirer totalement du Sahara occidental, puisqu'il est incapable de prendre la voie de la paix, celle du dialogue et de la négociation.